



MIPEX 2024 - Luxembourg

Başak Yavçan, PhD
Responsable de la recherche
Migration Policy Group

Expert pays: **Serge Kollwelter**



Plan

- Présentation de MIPEX
- Résultats comparatifs
- MIPEX Luxembourg selon 8 dimensions
- Conclusions et recommandations





MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX 2024

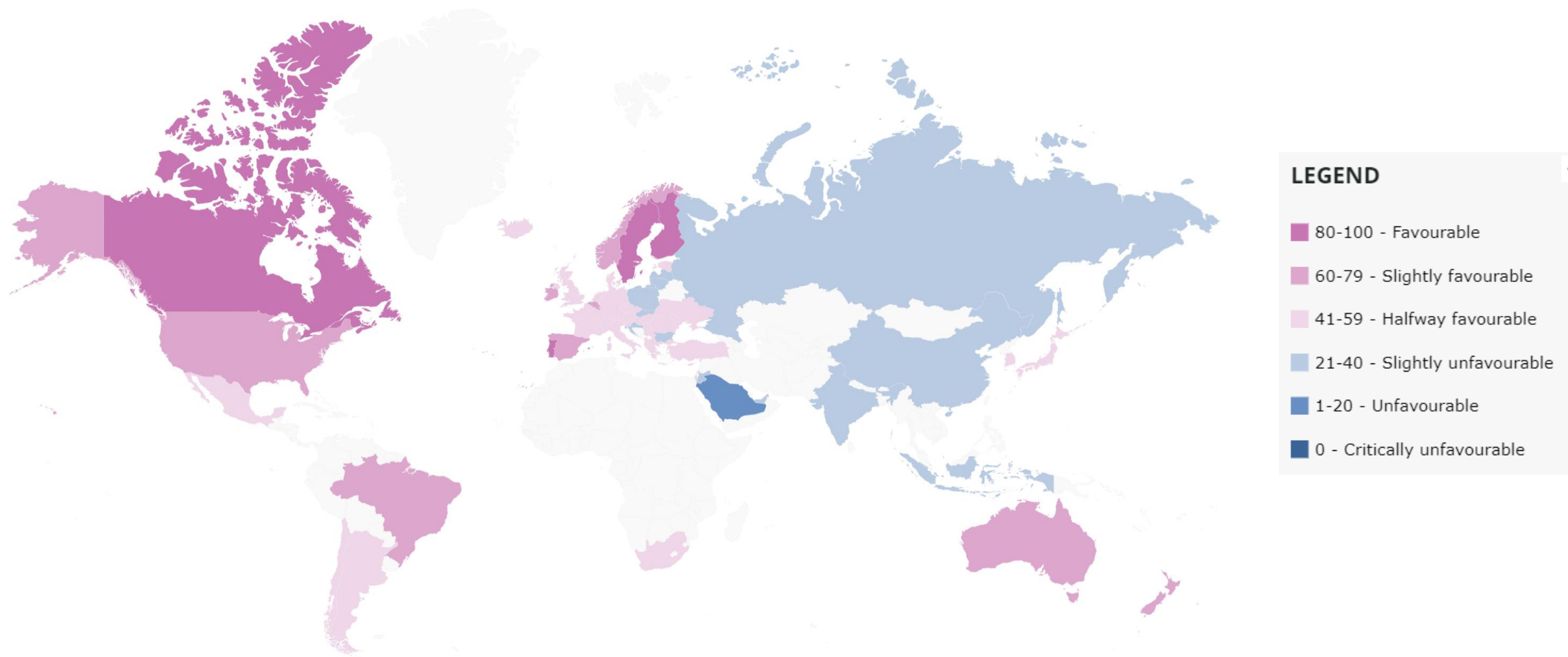


Qu'est-ce que c'est MIPEX?

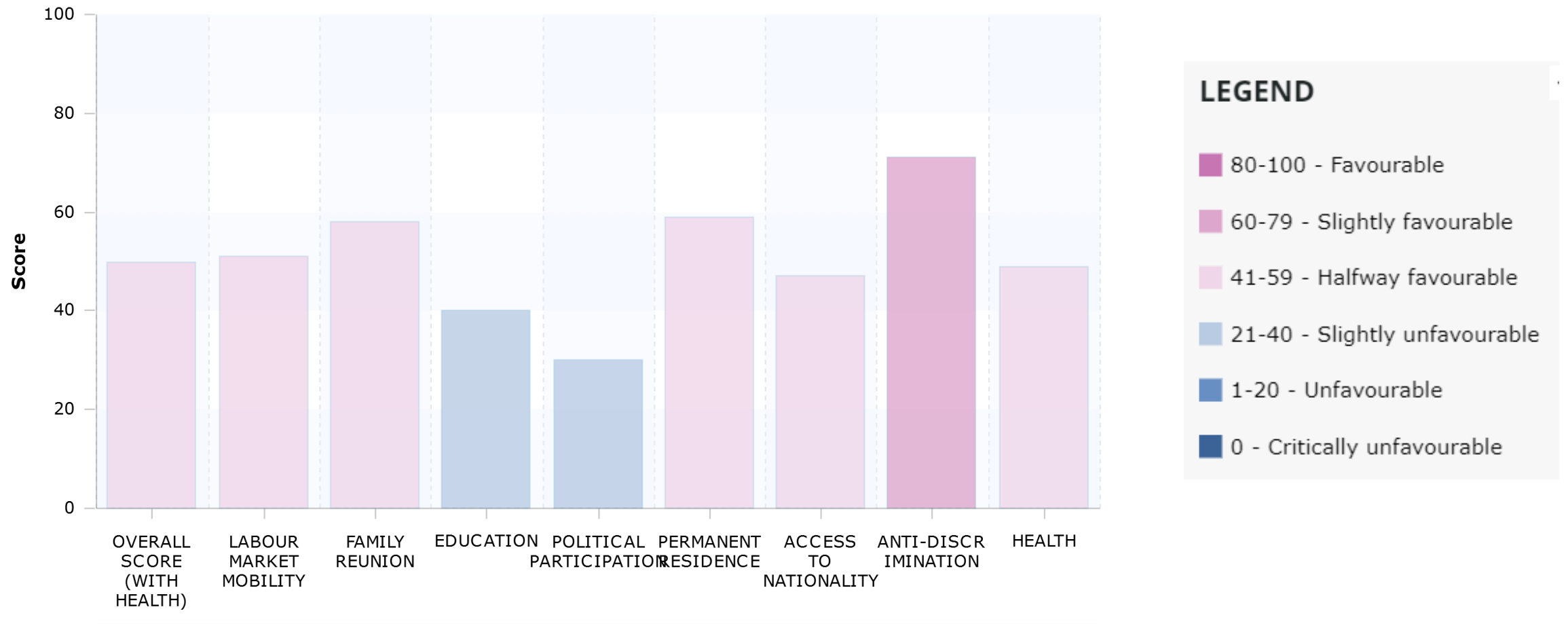
- Outil complet pour comparer les politiques d'intégration:
 - **Portée chronologique** (2007–2024)
 - **Portée thématique** (8 domaines politiques, par exemple : marché du travail, éducation, accès à la nationalité, santé, etc.)
 - Groupe cible: migrants internationaux (non-citoyens) : travailleurs migrants, migrants regroupés familialement, résidents permanents
 - **Portée géographique** (52 pays en 2019)
 - Méthodologie avec des experts nationaux et vérifications
 - 58 indicateurs
- Référence internationale la plus citée par les décideurs politiques, les ONG, les médias et les chercheurs



MIPEX RÉSULTATS COMPARATIFS – 2019

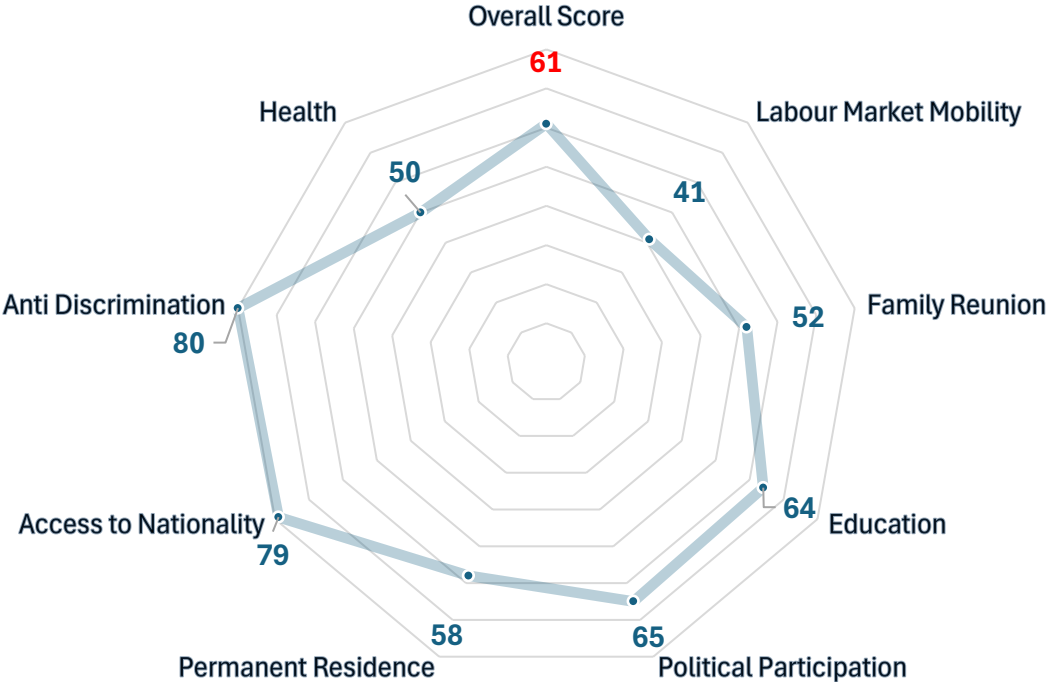


MIPEX RÉSULTATS COMPARATIFS – 2019



Comment le Luxembourg performe-t-il dans les différentes dimensions de l'intégration ?

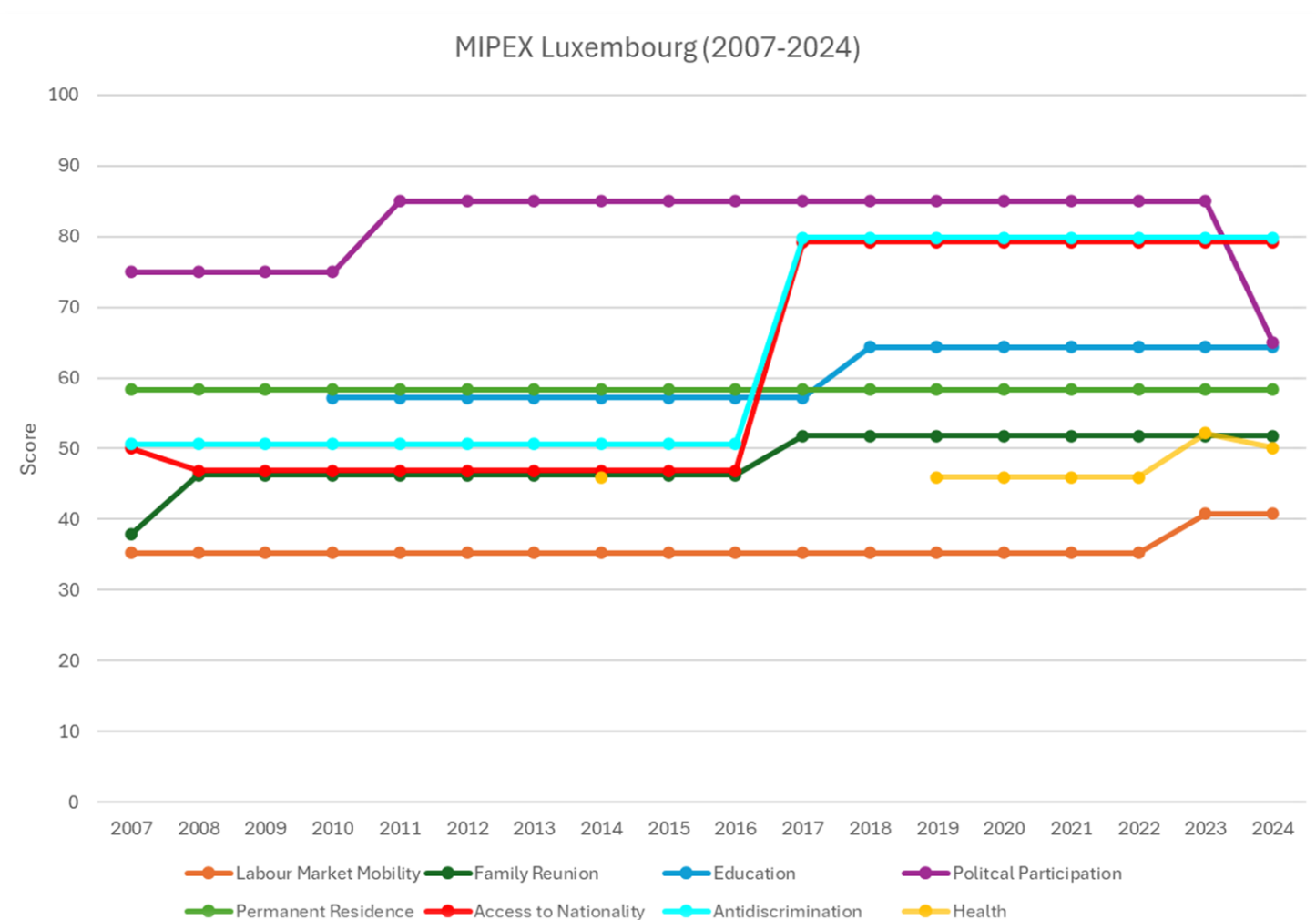
Luxembourg, 2024



Legend	
80-100	Favourable
60-79	Slightly favourable
41-59	Halfway favourable
21-40	Slightly unfavourable
1-20	Unfavourable
0	Critically unfavourable

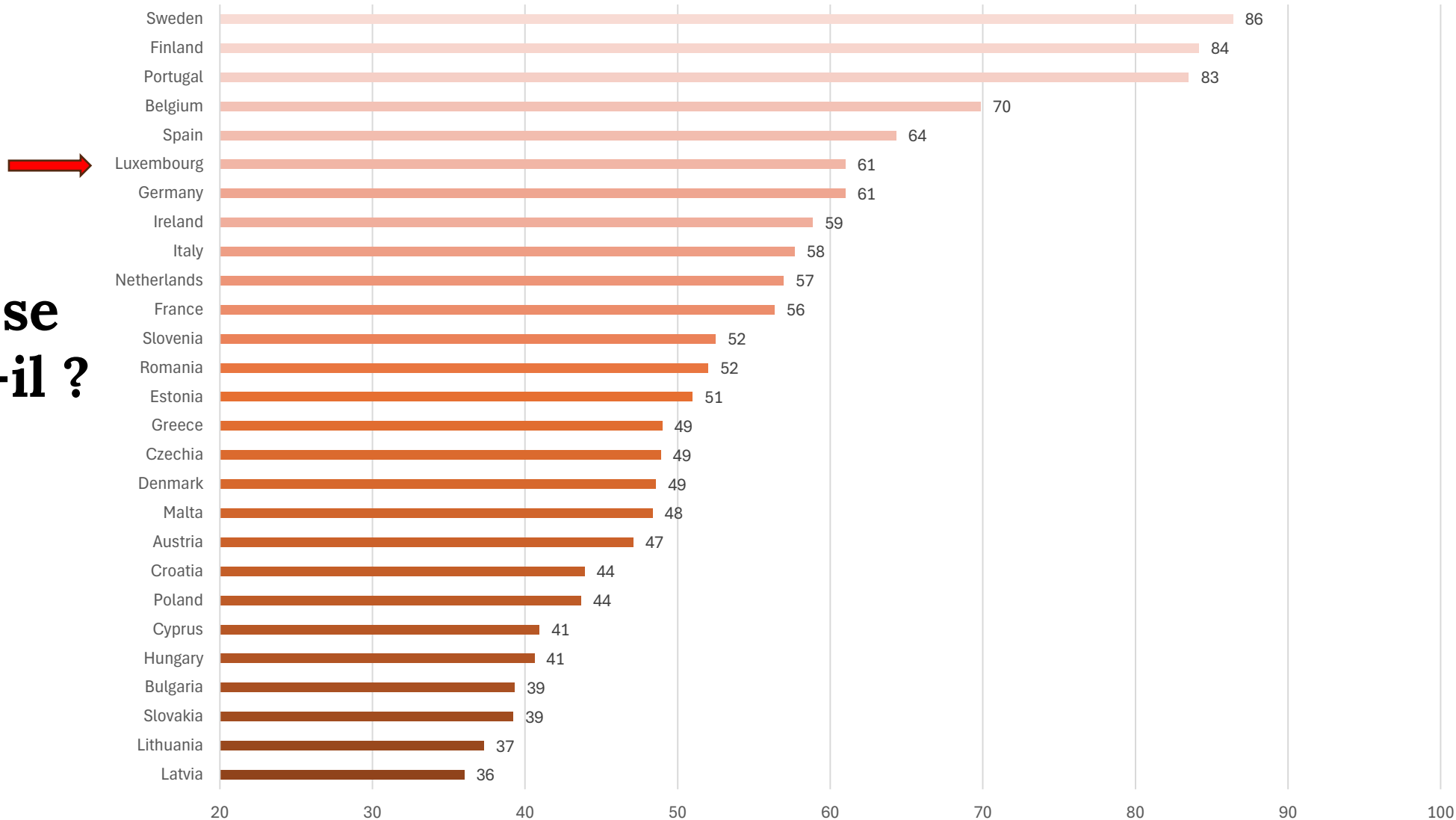


Comment le Luxembourg performe-t-il dans les différentes dimensions de l'intégration ?



Comment le Luxembourg se positionne-t-il ?

MIPEX 2023/2024 - EU countries - overall scores

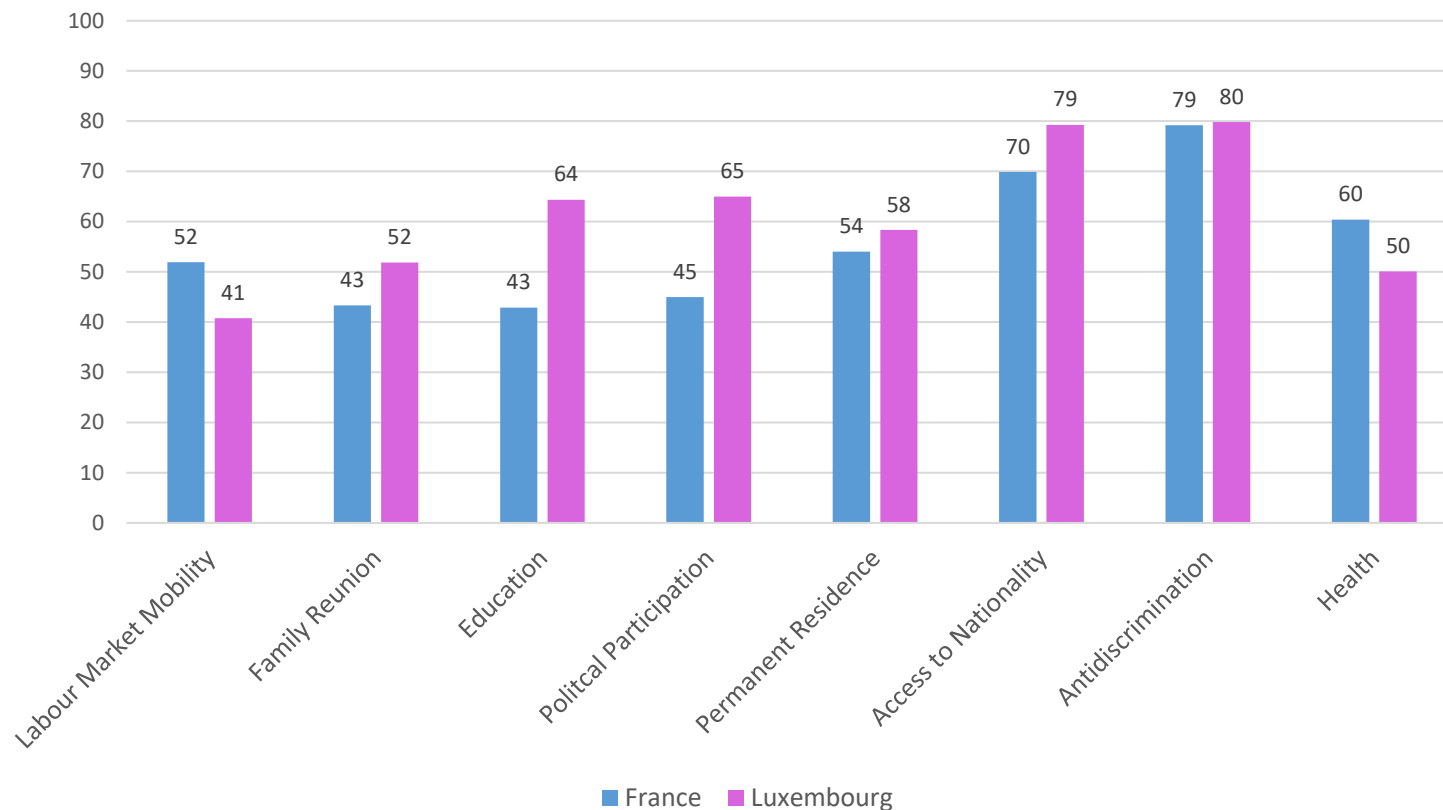


Comment le Luxembourg se positionne-t-il ?

Scores 2024

- Luxembourg: **61**
- France: **56**

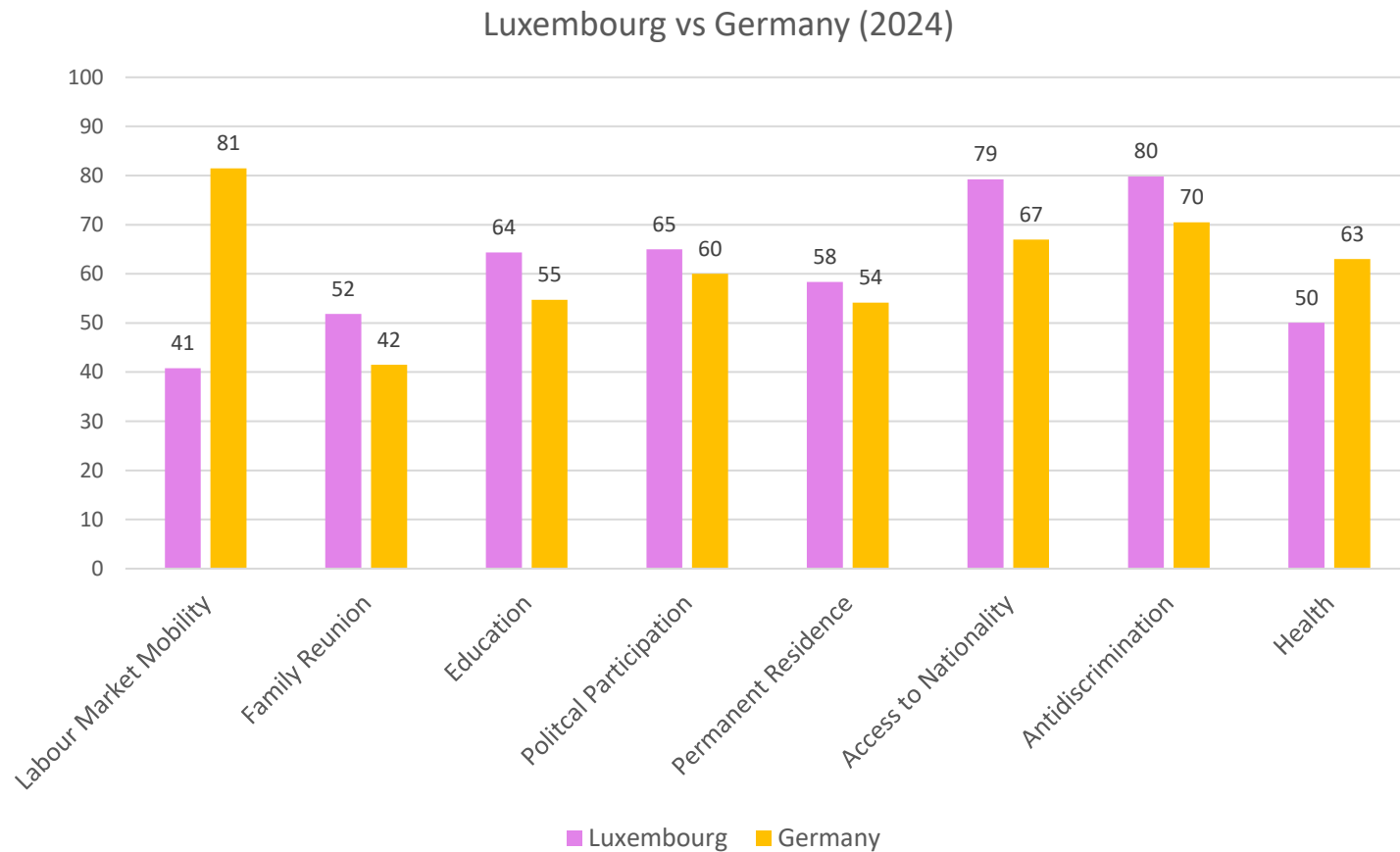
Luxembourg vs France (2024)



Comment le Luxembourg se positionne-t-il ?

Scores 2024

- Luxembourg: 61
- Germany: 61

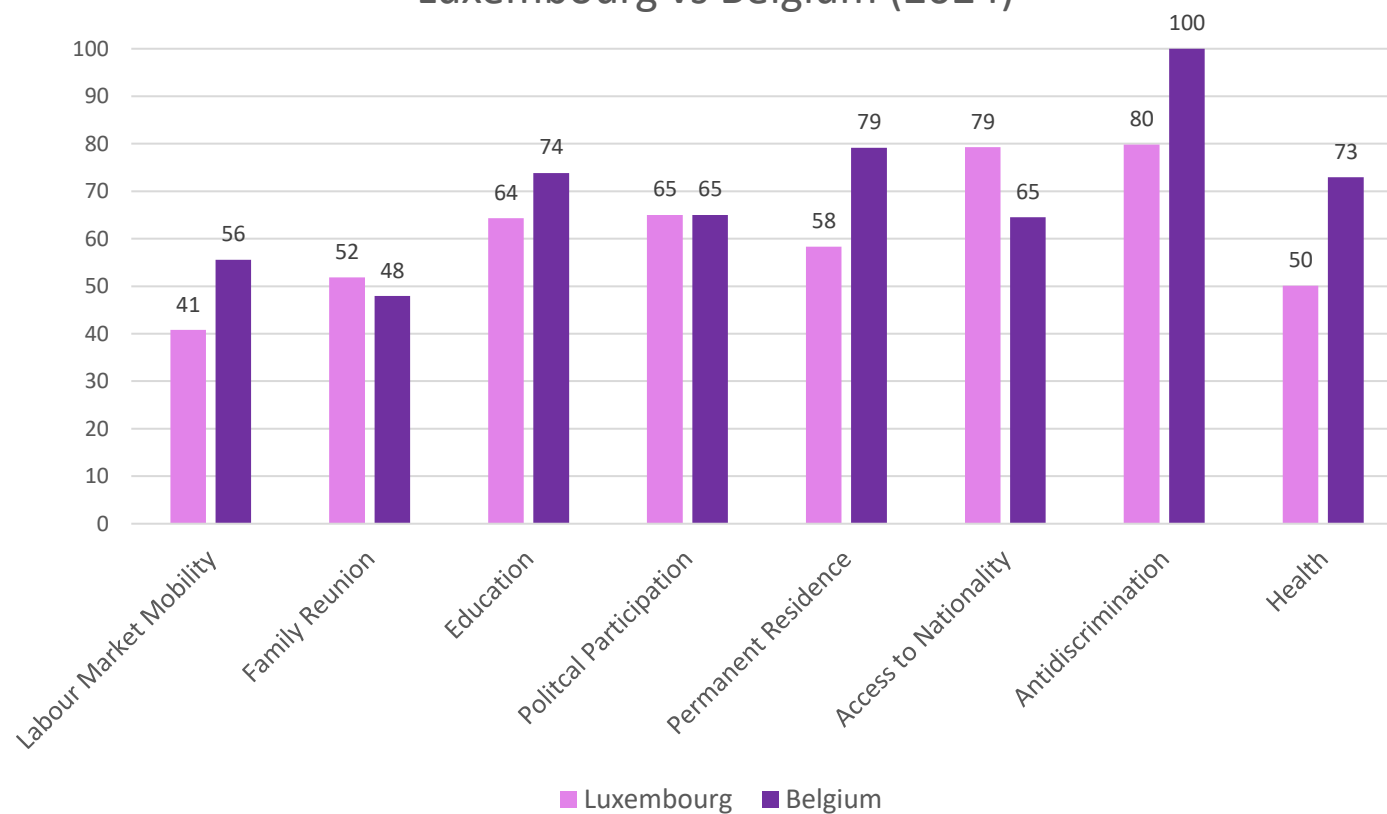


Comment le Luxembourg se positionne-t-il ?

Scores 2024

- Luxembourg: **61**
- Belgium: **70**

Luxembourg vs Belgium (2024)



Évolutions des politiques au Luxembourg:

Marché du travail

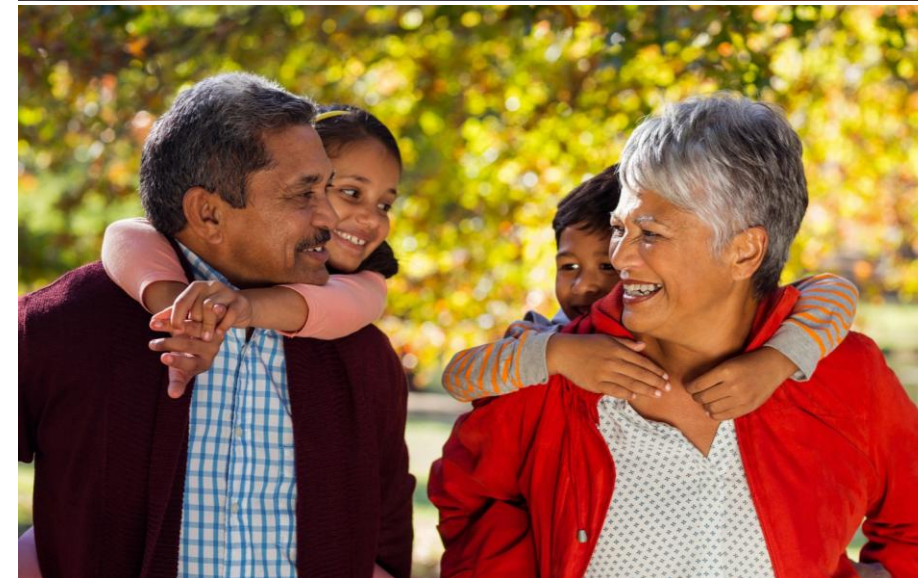
- **Nouvelle loi en 2023** → facilite l'embauche de ressortissants non européens et de demandeurs d'asile.
- Cependant, des faiblesses majeures subsistent :
 - Accès limité à la formation et au soutien pour améliorer les perspectives d'emploi.
 - Pas d'accès à la sécurité sociale et à l'aide sociale pour les résidents temporaires.
 - Seuls les citoyens de l'UE peuvent accéder aux emplois dans le secteur public, avec quelques exceptions.
 - Absence de mesures ciblées pour les jeunes et les femmes.



Évolutions des politiques au Luxembourg:

Regroupement familial

- Aucun changement significatif ces dernières années.
- Le regroupement familial peut être immédiat, sans exigence de durée de résidence pour le parent.
- Conditions requises : logement adéquat et absence de recours au système d'aide sociale.
- Validité courte du titre de séjour (maximum 1 an, renouvelable).
- Le titre de séjour est lié à celui du parent si la personne n'est pas économiquement indépendante.



Évolutions des politiques au Luxembourg: Éducation

- L'instruction obligatoire est un droit légal pour tous (de 4 à 16 ans).
- Un accompagnement scolaire et un soutien linguistique sont prévus (par exemple à travers CASNA, et classes d'accueil).
- Le Plan national d'intégration (2018) encourage les ressortissants de pays tiers à poursuivre des études supérieures.
- Large offre de formation des enseignants à la diversité.
- Absence de normes pour l'apprentissage de la deuxième langue et de mesures pour augmenter le nombre d'enseignants issus de l'immigration.



Évolutions des politiques au Luxembourg:

Participation politique

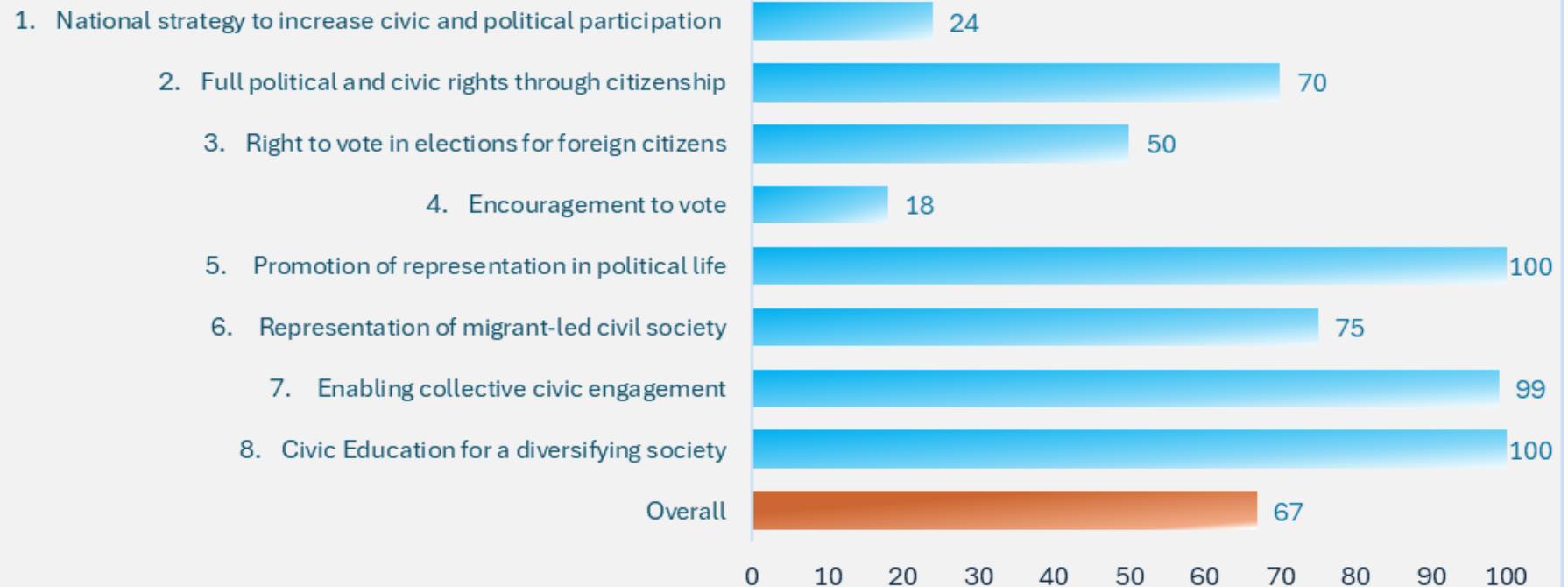
- Le Luxembourg facilite activement la participation politique des étrangers grâce à :
 - ✓ les droits de vote et d'éligibilité aux élections locales
 - ✓ des campagnes ponctuelles
 - ✓ financement des associations de migrants
- Le Conseil national pour étrangers (CNE) était un organe consultatif important, regroupant des représentants des immigrants de l'UE et hors UE.
- En 2023, le CNE a été supprimé et remplacé par un Conseil supérieur, sans quotas prévus pour les étrangers et les nationaux.



Indice de participation politique

Luxembourg

Overall scores



Évolutions des politiques au Luxembourg: Résidence permanente

- Condition de résidence de 5 ans.
- Condition économique pour obtenir la résidence permanente → ressources financières régulières et stables pendant les cinq années précédant la demande, sans avoir eu recours à l'aide sociale.
- Le titre de séjour est valable 5 ans, renouvelable.
- Perte du statut après 1 an hors de l'UE.
- Même accès à la sécurité sociale et à l'aide sociale que les citoyens.



Évolutions des politiques au Luxembourg:

Accès à la nationalité

- Aucun changement significatif ces dernières années.
- La réforme de 2008 a sécurisé l'accès à la double nationalité.
- La loi sur la nationalité du 8 mars 2017 a introduit:
 - ☐ 5 ans de résidence requis
 - ☐ Test de langue (niveau A2)
 - ☐ Cours d'intégration obligatoire
 - ☐ Attribution automatique de la nationalité aux enfants nés au Luxembourg si les parents remplissent les conditions de résidence requises



Évolutions des politiques au Luxembourg:

Antidiscrimination

- Depuis 2017, la loi interdit la discrimination fondée sur l'origine ethnique, la nationalité et la religion.
- Elle s'applique à tous les domaines de la vie (emploi, éducation, protection sociale, logement).
- Le Centre pour l'Égalité de Traitement pourrait être renforcé: il fournit des conseils juridiques mais ne peut pas mener d'enquêtes indépendantes.
- Absence de sanctions permettant d'indemniser les victimes, de rétablir leurs droits et d'imposer des mesures positives.



Évolutions des politiques au Luxembourg: Santé

- Un **nouveau projet sur l'accès universel à la santé**, lancé en 2023, fait de la santé des migrants une priorité pour l'ensemble des prestataires de services et des agences de santé.
- Les migrants en situation régulière et les demandeurs d'asile bénéficient de droits inclusifs en matière de soins de santé et de l'assistance d'interprètes.
- Manque de participation des immigrés dans la conception et la mise en œuvre des services.
- Absence de soutien à la recherche sur la santé des migrants.
- Accès limité aux soins pour les **migrants sans papiers** → non couverts si l'employeur refuse de les assurer ou s'ils ne peuvent pas financer eux-mêmes leur assurance.



Recommandations

- Comme les années précédentes, des faiblesses persistent dans les domaines suivants :
- **Emploi:** sous-représentation dans le secteur public et absence de formations pour améliorer les perspectives professionnelles et l'apprentissage du luxembourgeois par rapport au français et à l'allemand.
- **Regroupement familial:** obstacles à la stabilité (titres de séjour de courte durée et dépendants du statut du parent).
- **Santé:** faible implication des immigrants dans la conception et la gestion des services, accès limité aux soins pour les personnes sans papiers.
- **Accès à la nationalité:** le Luxembourg présente l'un des taux de naturalisation les plus faibles d'Europe, contribuant à un important déficit démocratique.
- **Political participation:** après la suppression du Conseil national pour étrangers (CNE), les immigrants disposent désormais de moins d'opportunités de participation politique au Luxembourg.



Conclusions

- L'approche du Luxembourg en matière d'intégration est classée comme '**Slightly favourable**' bien que le score MIPEx du pays ait diminué d'un point au cours des cinq dernières années.
- L'intégration est, à bien des égards, une réalité pour les nombreux immigrants installés de longue date dans ce petit pays riche et polyglotte.
- Bien que tous les résidents du Luxembourg, quelle que soit leur nationalité, bénéficient largement des mêmes droits fondamentaux, le Luxembourg ne va qu'à moitié chemin pour garantir **l'égalité des chances** et la **sécurité à long terme** tant pour les citoyens étrangers que luxembourgeois.
- Ces politiques encouragent le public à considérer les immigrants comme leurs égaux, mais pas nécessairement comme leurs voisins et leurs concitoyens.



MIPEX Research Team of 2024 Update

Başak Yavçan, PhD

Alexander Wolffhardt

Marianna Gorgerino

Stefano Deodati

Thomas Huddleston, PhD

Shabnam Kherzi

Costanza Hippoliti

Anna Igranaissi

Country Expert: Serge Kollwelter



THANK YOU!





Başak Yavçan, PhD. Migration Policy Group

Email: byavcan@migpolgroup.com